

Editorial du Président, 1
Patrice Mouchon

Contributions

- Le pistachier de Ba'alšamîn,
Philippe Boutrolle 2
- La nécessité d'une cohérence
des politiques étrangères en
Syrie,
Caroline Galactéros 4
- La guerre en Syrie a-t-elle connu
un tournant en août dernier ?
Didier Destremau 7

**Colloques &
rencontres** 8

Livres 11

Dernière information 12

Chers amis,

Les membres du Conseil d'Administration se joignent à moi pour vous présenter tous nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Lors du dernier conseil, nous avons pour l'année 2018 décidé de mener deux actions qui nous apparaissent essentielles pour la sauvegarde de l'amitié entre la France et la Syrie.

La première concerne la réouverture d'une antenne consulaire à Damas. En effet depuis la suspension des relations diplomatiques toutes les affaires sont traitées par le Consulat de France à Beyrouth.

Or de nombreux français ou Franco-Syriens résidant en Syrie et particulièrement à Damas ont besoin de recourir aux services consulaires pour leurs démarches administratives.

Il serait utile qu'ils puissent bénéficier de ces services à Damas sans être obligés de se rendre à Beyrouth par des routes qui ne sont pas encore entièrement sécurisées.

Au-delà de cet aspect pratique, cela serait un premier pas vers le rétablissement de relations diplomatiques dont la France et la Syrie ont tant besoin au service de la paix.

A l'heure où le gouvernement français semble prendre conscience de la nécessité de négocier avec le gouvernement syrien pour faire avancer le processus de paix, il apparaît hautement souhaitable qu'à minima soit rétablie une antenne consulaire.

Dans ce but nous entreprendrons toute démarche propre à convaincre le Gouvernement français.

Mais ce n'est pas tout.

Le Conseil d'administration a également décidé de mener des actions en vue de suspendre l'embargo sur les produits de première nécessité vis-à-vis de la Syrie.

Une telle décision serait de nature à faire en sorte que nos amis syriens voient leur vie s'améliorer.

Il existe notamment une pénurie de médicaments qui entraîne des souffrances accrues pour les Syriens qui doivent pouvoir après six ans et demi de guerre, bénéficier non seulement d'un accès aux soins, mais également d'un légitime accès à tout produit de première nécessité.

Prendre une telle décision permettrait de rendre justice à un peuple qui a tant souffert de cette guerre et qui a fait les frais d'une politique internationale pour le moins ambiguë.

C'est ainsi que nous allons mener ces actions de concert avec le Groupe d'amitié France-Syrie du Sénat représenté par notre ami le Sénateur Jean-Pierre Vial membre d'honneur de notre association qui, de son côté, mène de telles actions.

Cela ne sera pas chose facile, mais nous considérons qu'il est impérieux qu'elles soient tentées sinon le but même de notre association en serait ébranlé.

Au-delà de ces actions capitales et humanitaires, nous souhaiterions que nos adhérents se manifestent

en nous renvoyant le présent éditorial dument signé accompagné de vos témoignages sur l'avantage de pouvoir disposer d'une antenne consulaire à Damas et sur les conséquences de l'embargo sur les produits de première nécessité.

Nous vous remercions de votre soutien et souhaitons vous voir nombreux lors de notre prochaine assemblée générale qui aura lieu au début du mois de février.

Contributions

Le pistachier de Ba'alšamîn, Philippe Boutrolle

Les arbres dans les ruines de Palmyre étaient rares et l'un d'eux se trouvait abrité à l'intérieur du temple de Ba'alšamîn. Ce *buṭm*, comme il est appelé en arabe, était devenu un peu envahissant et le gardien qui nous l'avait présenté a reconnu qu'on avait dû en couper une partie

Ce n'était rien à côté de ce qui lui arriva à la destruction du temple. On aperçoit en effet son tronc couché parmi les blocs de pierre montrés à l'exposition du Grand Palais « Sites éternels »

Ce pistachier sauvage, puisque *Pistacia* est son genre botanique, est emblématique de la steppe syrienne. Bien qu'il soit en régression constante avec la sécheresse et l'action de l'homme, il existe des peuplements de cet arbre sur les hauteurs de la Palmyrène et on pouvait voir à l'entrée du musée de Deir ez-Zor une superbe photographie du peuplement du Jabal Abd el-Aziz. Un autre peuplement se trouve de l'autre côté de l'Euphrate et de la frontière, au Jabal Sinjar. L'une de ces deux montagnes pourrait être le Mont Dibar que les Mésopotamiens considéraient être la zone d'origine du *buṭumtu* (*akkadien*). La fructification et la reproduction naturelles deviennent aléatoires du fait que les sujets mâles et femelles sont éloignés les uns des autres lorsque le peuplement s'éclaircit. Cet arbre s'est installé à la fin de la glaciation dans une vaste zone qui va de la côte marocaine à l'Asie centrale, un peu comme l'a fait le chêne en Europe.



Le pistachier, avril 2004, cliché Ph. Boutrolle

Il est différent des autres pistachiers sauvages méditerranéens. Il a été appelé pistachier de l'Atlas, comme nous le verrons plus loin.

Il produit une résine qui était utilisée dans la pharmacopée mésopotamienne pour les problèmes digestifs. Elle s'est retrouvée également dans les pharmacopées qui lui ont succédé, syriaque et arabe notamment. Transmise par cette dernière elle apparaît dans la pharmacopée de Paracelse sous la forme *albotin*, terme translitéré de l'arabe avec l'article, sans que l'on sache précisément de quel pistachier provient la résine décrite. L'Égypte ancienne l'utilisait comme encens sous le nom de *sonter* et en apportait une quantité importante de Syrie. Durant les 10 années de campagne de Thoutmès III dans cette région, la quantité est évaluée à 185 m³ (vers 1450 av JC).

Ses fruits, drupes globuleuses de 5 à 6 mm de diamètre, faisaient partie des offrandes aux dieux mésopotamiens en compagnie des figes et des raisins secs. De ses fruits broyés finement une huile comestible était extraite, jusque dans les années 30, comme le relève Jean Cantineau dans sa thèse sur le parler arabe de Palmyre. Dans les années 50, les joueurs de tric-trac d'Alep avaient leur provision de ces petites pistaches, *festog charqy*¹, qu'ils ouvraient avec un casse noix approprié pour grignoter les amandes au cours de leurs parties.

Son bois était utilisé comme bois d'œuvre et non pas de charpente du fait de la taille modeste de son tronc. Son charbon de bois était très prisé pour la finesse de sa texture.

Ses petits fruits calcinés sont trouvés sur de nombreux sites néolithiques en Turquie, Iran, Irak, Syrie, Liban, Palestine, Jordanie indiquant que les branchages étaient utilisés comme bois de chauffage.

Arbre familier du pays son nom resta attaché à des lieux au Liban, en Syrie, en Palestine et en Jordanie. Ses appellations dans les différentes langues sémitiques qui se sont succédées dans la région sont toutes bâties autour de la racine BaṬaMa et indique une stabilité de l'akkadien à l'arabe en passant par l'araméen, l'hébreu et le syriaque.

1. Une comptine souligne la petite taille de cette pistache :
festog charqy /taq taq ḥalqy / jit la 'alummo / nkassar dahry.



Graine carbonisée de pistachier sauvage (*Pistachia atlantica*), Al-Rawda, Syrie, 2e moitié du IIIe millénaire av. J.-C. comparée à un spécimen moderne issu de pistachier (*Pistacia atlantica*) du Jebel Bala'as (Syrie centrale) (cliché et PAO Linda Herveux, avec son autorisation).

C'est d'ailleurs à l'occasion de la traduction de la Bible en grec qu'est né un quiproquo qui a fait disparaître le *buṭm* de l'horizon savant après des millénaires de bons et loyaux services. En effet la langue grecque ancienne connaît les pistachiers méditerranéens : *Terebinthos*, le térébinthe et *Skhinos*, le lentisque et ignore les pistachiers de la steppe moyenne orientale et du nord de l'Afrique. Seule une analyse botanique plus fine permettra de les distinguer mais ceci bien après cette traduction de la Bible. C'est pourquoi le *beṭnīm* de la Bible hébraïque a été traduit à cette époque par térébinthe. Cette appellation finalement poétique a été conservée dans les traductions modernes de la Bible et seul un traducteur s'en est affranchi avec celle de pistachier sans toutefois aller jusqu'à utiliser *betoum*, appellation francisée du pistachier de l'Atlas, usitée en Afrique du nord. Comme la culture biblique des savants du 19ème siècle et leur connaissance du grec sont très prégnantes, on retrouve souvent dans leurs écrits des térébinthes dans un contexte où ils n'existent pas, en Mésopotamie notamment. Pourtant Linné à la fin du 18ème siècle avait établi une classification botanique des pistachiers distinguant les pistachiers sauvages (Pistachier térébinthe et pistachier lentisque) et le pistachier cultivé. Et c'est au début du 19ème siècle que René Desfontaines (1750-1833) a décrit le pistachier de l'Atlas, le *buṭm* en établissant la flore du nord de l'Afrique. Logiquement l'appellation térébinthe ne devrait plus s'appliquer de nos jours qu'au Pistachier térébinthe (*Pistacia terebinthus* L.).

Aujourd'hui, d'autres espèces et sous espèces ont été identifiées dans les steppes du Moyen Orient, sans incidence notable pour notre propos.

Il existe aussi un autre malentendu à propos des pistachiers, mais cette fois-ci, au sujet du pistachier cultivé, intitulé vrai, *Pistacia vera*. En effet en arabe le nom de son fruit est *festuq ḥalaby* (amande d'Alep) et il n'y avait qu'un pas à franchir pour que certains déclarent : « la pistache cultivée est originaire de Syrie dans la région d'Alep ». Dans les faits cela est faux car l'arbre est originaire d'Asie centrale où l'homme a choisi les sujets portant les fruits les plus avantageux parmi une population d'arbres sauvages. Comparé aux autres pistachiers, c'est le seul dont le fruit s'ouvre spontanément à maturité.

Sa culture s'est progressivement étendue vers l'Ouest. Théophraste (372-287 av JC) d'après ses informateurs, note l'existence en Bactriane, de cet arbre *porteur de fruits ressemblant aux amandes dont la coque est lisse et la saveur agréable au palais*. Nicandre de Colophon lui fait écho au début du 2ème siècle av JC. Posidonius d'Apamée (vers 135-50 av JC) parle pour la première fois de *bistakion* produites en Syrie et en Arabie. Enfin

Galien (131-201 ap JC) note : « Le *pistakion* pousse abondamment en Syrie ». On a donc assisté à une implantation progressive de la culture du pistachier en Syrie et il n'est pas surprenant que la région d'Alep ait été distinguée car le pistachier de l'Atlas poussait abondamment dans sa région. En effet le greffage du pistachier sur les arbustes sauvages s'opère comme l'olivier sur l'oléastre et Alep est devenu pour cette raison un éminent centre de diffusion secondaire du pistachier cultivé. On a avancé aussi que la proximité génétique des deux espèces favorisait le greffage.

Comme l'ont noté les observateurs de cette époque l'arbre, de *térébenthos* chez Théophraste, s'est appelé ensuite *bistakion/pistakion*, terme de forme grecque mais dont l'origine serait à rechercher dans les vocables d'Asie centrale. Au plus près de cet emprunt est le pehlevi ou moyen perse, *bistag / pistag* qui aurait donné l'arabe *festuq*, soit par l'intermédiaire du grec soit de l'araméen. Le passage du p au f étant classique et celui du k au q indiquant un marquage « arabe » de cet emprunt.

Voici succinctement rapporté le voyage que nous pouvons faire en regardant cet arbre vénérable planté dans le passé antique de la Syrie.

La nécessité d'une cohérence des politiques étrangères en Syrie, Caroline Galactéros¹

Je suis heureuse de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de partager trop brièvement mon sentiment sur cet interminable drame.

J'ai voulu axer mon propos sur la question de la cohérence car elle me semble centrale, vitale en fait, pour penser le réel et tenter d'améliorer la situation présente.

Le drame que se joue depuis six ans dans ce berceau culturel de notre humanité se prolonge en une interminable torture pour le peuple syrien qui est à la fois victime directe, otage et enjeu d'une vaste entreprise de déstabilisation et de reconfiguration géopolitique, d'un enchevêtrement d'ambitions cyniques et d'une probable volonté d'élimination

progressive des communautés chrétiennes d'Orient, elles-mêmes jusqu'à présent, qu'on le veuille ou non, de facto protégées par l'IRAN et qui jouaient le rôle d'un tampon globalement stabilisateur d'un affrontement direct entre populations arabes et juives.

Ce face à face ultime se précise dans l'indifférence générale, sans que l'on en mesure toutes les conséquences humaines, culturelles, civilisationnelles et bien sûr géopolitiques.

Mais le drame syrien se nourrit d'une **incohérence centrale à double détente**, qui crève l'écran et que pourtant presque tout le monde fait semblant d'ignorer : celle qui existe **entre les objectifs affichés de la politique étrangère « occidentale »** au sens large (une « largeur » aux contours très plastiques qui s'étend jusqu'à l'Arabie saoudite et au Qatar...) et notamment française, **qui dit vouloir**

¹ Texte de la communication, présentée le 11 avril 2017, au *Colloque Syrie : un conflit qui ne peut plus durer*; TR2: La guerre en Syrie : un conflit multi-facettes (voir infra).

lutter contre le terrorisme islamiste, en l'espèce sunnite, et qui dans le même temps s'aligne sur les objectifs politiques et militaires de ces mêmes puissances sunnites qui sont aussi celles qui soutiennent - sous les auspices américains et dans le cadre d'une vaste entreprise de déstabilisation régionale -, les groupes terroristes qui inspirent nos poseurs de bombes ou conducteurs de camions fous. Il ne suffit malheureusement pas de les nommer « rebelles modérés » pour qu'ils le soient, ni même de présenter DAECH comme le monstre ultime pour les faire paraître en comparaison moins dangereux. Car ce sont les surgeons, les boutures, les rejets d'une même matrice, celle d'al Qaida.

Pour mener une guerre avec quelques chances de succès, la base, c'est tout de même de désigner l'ennemi sans équivoque et surtout d'avoir le même, afin d'unir nos efforts pour en venir à bout.

Or c'est tout sauf le cas en Syrie. **Washington et Moscou n'ont manifestement pas le même ennemi.** Pour Washington c'est Moscou, l'Iran et Damas;

Pour Moscou, c'est l'engance terroriste islamiste entendue au sens le plus large.

On est donc très mal partis depuis le début.

Alors que faire ?

Il faudrait pour avancer, s'entendre sur ce qu'on veut faire de la Syrie : la restabiliser ou la faire éclater c'est là que le bât blesse...

Les derniers événements sont inquiétants : quelles que soient les motivations réelles de la frappe américaine (internes - donner des gages aux adversaires politiques de Trump-, régionales - faire diversion de Mossoul, inquiéter l'Iran rassurer Israël- ou internationales - reprendre la main sur la Russie et jouer de l'imprévisibilité vis-à-vis de Pékin-), on peut dire sans craindre de se tromper, qu'elle constitue : **une démonstration de force unilatérale contre un Etat souverain, inefficace militairement** (2/3 des tomahawks manifestement déroutés du fait de la saturation électro magnétique de l'espace aérien syrien par le système russe Krasuha 4) **et en violation de toute légalité internationale, avant toute enquête de terrain impartiale et dans le mépris le plus total des mécanismes de concertation de l'ONU.**

On est donc reparti pour un tour de massacre, de terreur, de surenchères, de prises de guerre; les islamistes sur le terrain exultent et il devient malheureusement clair que la paix au Moyen-Orient n'est décidément pas une priorité immédiate à Washington où l'on n'a pas renoncé à faire tomber le régime syrien (peut-être en encourageant la création d'une zone de sécurité sud à la frontière syro jordano israélienne ?)

Toute la question va donc être désormais de mesurer le rapport de force politique aux Etats-Unis. Trump a donné des gages en autorisant cette frappe préparée manifestement en amont de l'accident chimique de Khan Sheikhoun qui, quels qu'en soient les auteurs, n'a été qu'un prétexte. Mais que maîtrise-t-il au Pentagone et à la CIA ? Quelles vont être ses marges de manœuvre pour impulser sa vision en matière de politique étrangère face à Moscou comme à Téhéran, Ankara et Pékin ?

Il faut espérer un retour à la raison ; il faut espérer que Donald Trump saura s'affranchir des extraordinaires pressions qui s'exercent sur lui et le menacent politiquement depuis son investiture pour mener à bien le RESET de la relation américano-russe qu'il semblait avoir en tête et qui est pour l'instant mort-né.

Il faut surtout espérer, pour la paix du monde, que l'on parviendra rapidement à une prise de conscience américaine de la nécessité et de l'intérêt d'une convergence entre Moscou et Washington qui l'emporte sur les résistances institutionnelles et corporatistes, pour en finir avec l'EI mais aussi avec ses succédanés. Cela demande a minima d'admettre des erreurs d'interprétation, sans perdre la face pour autant. C'est difficile pour l'Occident. Mais c'est vital.

Cette frappe est **un encouragement direct et immédiat aux islamistes de tous poils sur le terrain et dans le monde entier**, à ceux qui veulent détruire, sidérer, terroriser et dominer, à ceux qui veulent dépecer la Syrie, à ceux qui veulent éradiquer les Alaouites de la région mais aussi la vider de ses chrétiens pour empêcher la formation d'un « croissant chiite » préjudiciable aux intérêts des pétromonarchies, mais aussi à ceux de la Turquie et d'Israël, en démembrant l'Irak et la Syrie

et en consolidant des zones sunnites sous contrôle de djihadistes « démarqués » et transformés en démocrates

Les opérations de Daech dans la foulée de la frappe, autour de Homs comme les attentats de Stockholm, du Caire, d'Alexandrie, de Saint- Pétersbourg, de Paris et même l'ébullition dans les camps palestiniens montrent que ce signal a été parfaitement compris.

Incohérence majeure donc : comment lutter contre le terrorisme en encourageant politiquement ceux qui au loin l'exercent et qui inspirent ceux qui ici s'en revendiquent pour installer la terreur sur notre propre sol ?

J'ai parlé d'**une incohérence à double détente**: en effet, l'incohérence la plus grande la plus spectaculaire et sur laquelle pourtant personne ne s'attarde c'est que **l'Occident, pour des raisons parfaitement cyniques et en utilisant le discours sur la morale et la démocratie d'une façon vraiment choquante, a méthodiquement déstabilisé et cherché à faire éclater précisément les derniers remparts politiques contre l'islamisme violent que constituaient les grands Etats laïcs nationalistes arabes, multiconfessionnels, autoritaires, mais protecteurs d'une diversité religieuse et culturelle sans prix.**

Alors que nous célébrons chaque jour plus bruyamment le multiculturalisme et la laïcité dans nos propres Etats, nous les ruinons sans ciller ailleurs.

Là aussi on s'est gravement trompé d'ennemi.

Il n'est jamais trop tard pourtant pour avoir un sursaut de lucidité et d'humanité. Car cela va ensemble.

Je terminerai par un paradoxe très important à mes yeux pour qui prétend se préoccuper du sort des populations civiles. Le réalisme politique est infiniment plus humain dans ses conséquences que le dogmatisme moralisateur. C'est l'idéalisme qui est cynique in fine. Les désastres de l'Irak, de la Libye, de la Syrie aujourd'hui et du malheureux Yémen en sont les plus récents et sanglants exemples.

Les relations internationales n'ont donc pas encore opéré leur mue indispensable pour correspondre à l'évolution du monde et à sa multipolarité de fait. Elles restent fossilisées dans un modèle de diplomatie

et d'action militaire punitive et moralisante dans le discours, parfaitement amoral dans les faits qui ne fait qu'envenimer la situation et nourrir la décrédibilisation morale de l'Occident.

Les Relations internationales doivent changer radicalement de modèle et revenir à un modèle plus westphalien, basé sur la coordination et sur le respect des principes fondateurs de l'ordre onusien protecteur des souverainetés nationales et des peuples.

Tant que l'on préférera les grandes déclarations « droits de l'homme » à l'effort pragmatique pour un apaisement politique viable, nous serons dans le cynisme le plus abject.

La France devrait à mon sens être une puissance majeure d'équilibre dans cette œuvre.

Il faut refonder entièrement notre politique étrangère sur une base pragmatique, très ambitieuse, courageuse et surtout cohérente et lucide pour incarner ce leadership intelligent et non dogmatique, au lieu de prendre parti sans réfléchir pour un camp qui nous utilise sans nous estimer le moins du monde. La servilité n'a jamais engendré que le mépris. Vendre c'est bien, mais vendre à tout prix à des Etats dont on sait qu'ils soutiennent ceux qui nous frappent, c'est fou.

Cette logique court-termiste et ce déficit de vision stratégique sont gravissimes du triple point de vue de l'intérêt national, de la sécurité de nos concitoyens et de l'influence de la France.

C'est donc un appel à la responsabilité à l'humanité et à l'action que je lance ici aujourd'hui.

J'ai la joie d'appartenir depuis peu à l'Association d'Amitié France-Syrie dont le Président, Maître Patrice Mouchon, est parmi nous. L'AFS, cherche à favoriser le dialogue culturel, l'échange et la médiation au profit ultime de l'harmonie civile syrienne et du rétablissement d'une relation d'Etat à Etat responsable entre nos deux pays. Si l'objectivité et la neutralité ne sont évidemment jamais des réalités mais des horizons, le respect de la diversité des voix et l'écoute demeurent des exigences pour développer notre compréhension de la complexité humaine, historique et culturelle syrienne.

Je vous remercie de votre attention.

La guerre en Syrie a-t-elle connu un tournant en août dernier ?

Didier Destremau

Il semble bien que oui, à la lumière de l'ordre du président Trump de cesser l'envoi d'armes aux « rebelles » que les Etats-Unis soutenaient jusqu'alors. La raison officielle serait que ces efforts financiers, politiques et militaires n'auraient eu jusqu'à présent aucun effet concret pour renverser le président Bachar El Assad ou l'amener à la table de négociation. Cette constatation est de bon sens devant la persistance et la résilience du président syrien et les avancées de son armée. Le retour de milliers de réfugiés au Liban et en Turquie est aussi la preuve que continuer à parier sur son départ est un leurre. Bien que ce programme ait vécu quatre années et qu'il a dû coûter un milliard de dollars, il n'avait jamais été officiellement annoncé tout comme ne l'avaient jamais été, jadis, les autres décisions de soutenir des groupes armés reconnus stables et efficaces dans leurs luttes contre les gouvernements « voyous » de par le monde. Barak Obama avait autorisé la CIA à entraîner, armer, voire mener des actions de guerre contre l'armée syrienne et le Hezbollah, mais aussi à nier leurs existences. Le risque que des armes sophistiquées tombent dans les mains des islamistes (comme ce fut le cas en Afghanistan), a été un élément important de la décision de Trump. Dans le passé, ces décisions secrètes s'apparentaient aux actions d'aide aux contra qui visaient principalement à déboulonner Fidel Castro à Cuba. Elles ont eu cours jusqu'à ce que soit signé entre Washington et La Havane le fameux accord qui a rétabli les relations diplomatiques entre les deux pays.

Étrangement, Trump qui pourtant utilise les tweets pour commenter les événements mineurs, n'a fait aucun commentaire sur cette décision qui générera des conséquences importantes et qui est probablement un moment majeur dans cette guerre qui dure depuis six ans. Tout d'abord, c'est la reconnaissance que la politique russe en Syrie et globalement au Moyen-Orient a gagné. D'ailleurs, dans un entretien au quotidien émirati The National, l'ancien ambassadeur de Barack Obama en Syrie,

Robert Ford, a déclaré récemment : « La guerre s'arrête petit à petit. Assad a gagné et il restera au pouvoir. Il ne sera jamais tenu responsable de ce qui s'est passé, et l'Iran restera en Syrie. C'est une nouvelle réalité que nous devons accepter, et il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire à ce sujet. » Il faut se souvenir que Robert Ford joua un rôle central dans l'exportation de ce qu'on a appelé le « printemps arabe » en Syrie. Ayant participé à la manifestation contre la République, à Homs, qui marqua le début de l'apparente « guerre civile », il travaille aujourd'hui à Washington, au Middle East Institute, organisme financé principalement par les Émirats arabes unis. Cela signifie-t-il que le conseil de coopération du Golfe (CCG) a admis implicitement le bien-fondé de ce constat ? Si les EAU acceptent de diffuser ce commentaire, il y a fort à parier que Riyad partage le même point de vue, admettant elle aussi la faillite de sa thèse initiale. Bien que réaliste, ce recul de l'Arabie aura des conséquences religieuses car, ce faisant, elle ouvre un boulevard à l'Iran et donc au chiisme.

Cette « victoire » de Moscou, que camoufle opportunément la nécessité d'une union pour lutter efficacement contre le danger principal, l'Etat islamique, aura des retombées à long terme. Elle marque tout d'abord que la volonté de Poutine de replacer son pays au centre du jeu dans le monde au côté des Etats-Unis n'était pas un artifice destiné uniquement à son opinion publique. Le monde redevient bipolaire, et c'est probablement un mieux pour nous, citoyens d'une puissance moyenne. Moscou ne peut que se féliciter de cette reconnaissance de sa politique dans la région qui a toujours été d'appuyer le gouvernement syrien et de proclamer que la solution à la crise qui dure depuis six ans ne peut qu'inclure Bachar el Assad. « C'est aux Syriens de décider de leur gouvernement » a toujours proclamé Poutine... Mais Trump qui avait martelé que les Etats-Unis devaient se dégager de la plupart de ses engagements militaires dans le monde a-t-il laissé à Moscou et à son allié iranien les rênes libres

dans cette région vitale ? Il est difficile de décrypter la stratégie américaine alors que Washington vient de renforcer sa capacité militaire en Afghanistan. Certes, il importe d'éradiquer le terrorisme islamique autant au Moyen-Orient qu'ailleurs, et il est bon que tous les pays s'unissent dans cette croisade mais de là à donner un blanc-seing sur le long terme à la Russie n'entre pas dans la logique habituelle de la politique étrangère américaine.

Quoiqu'il en soit, la décision de Trump clarifie l'équation en Syrie en réduisant sensiblement le nombre de groupes de l'opposition crédibles. Cela facilite l'élaboration du tour de table pour les négociations prévues par le négociateur des Nations Unies, Staffan de Mistura qui faisait face à un véritable casse-tête en raison de la prolifération de ces groupuscules dont la priorité semblait surtout de mener leurs propres guerres personnelles.

Faut-il voir cette décision américaine, comme un pas décisif vers la paix en Syrie ? Et le président syrien est-il réinstallé pour de bon sur son trône ? Ce serait aller trop vite en la besogne, et il ne faudrait pas se bercer d'espoirs fallacieux, d'autant que les Russes laissaient entendre il n'y a pas si longtemps que pour eux, Bachar el Assad ne représentait pas la solution

pérenne. Mais le président syrien acceptera-t-il de jouer le rôle d'un passeur de relais et de s'effacer au moment requis ?

Si certains obstacles cèdent, d'autres ne manquent pas, à commencer par ceux que créera la Turquie qui s'alarme du soutien des Russes et des Américains aux Kurdes. Maintenant à contrecourant des intentions russes et américaines concernant le sort des Kurdes, Ankara multiplie les chausse-trappes alors qu'en Irak, Barzani le leader de l'entité quasi autonome kurde laisse entendre qu'il va consulter son peuple par referendum sur la question de l'indépendance. La perspective d'une contagion indépendantiste kurde donne de l'urticaire aux Turcs, mais aussi aux Iraniens, alors que Damas fait semblant de rester serein. De son côté Israël continue à s'effrayer devant la possibilité de l'Iran de s'installer en éminence grise et allié influent à Damas... On le constate, les foyers de tensions se déplacent mais demeurent graves.

Il ne faut donc pas s'illusionner, la région dans son ensemble ne va cesser instantanément de vivre des soubresauts qui continueront d'inquiéter et d'occuper les chancelleries dans les capitales.

Colloques et rencontres, *Christiane Delplace*

Texte de la déclaration dite d'Abou Dhabi, adopté le 3 décembre 2016, par les représentants d'une quarantaine d'États, d'organisations internationales, dont l'UNESCO, et d'institutions privées :

« Miroir de notre humanité, gardien de notre mémoire collective et témoin de l'extraordinaire esprit de création de l'humanité, le patrimoine culturel mondial porte en lui notre avenir commun. Aujourd'hui, les conflits armés et le terrorisme qui sévissent sur tous les continents touchent des millions d'hommes et de femmes sans épargner leur patrimoine plurimillénaire. Les extrémistes portent violemment et parfois délibérément atteinte aux cultures des pays et des peuples qu'ils dévastent, cherchant à détruire le patrimoine culturel, bien commun de l'humanité. Menacer, attaquer, détruire et piller le patrimoine, revient à s'en prendre aux

fondements même de l'identité des peuples, de l'histoire dans laquelle ils s'inscrivent et des repères sur lesquels ils se construisent. Sans ce patrimoine, c'est l'identité entière d'un peuple qui disparaît, sa mémoire qui s'efface et son avenir qui se trouve compromis. Le patrimoine, dans sa diversité, est une source de richesse collective et incite au dialogue. Il constitue un facteur de rapprochement, de tolérance, de liberté et de respect. Sa destruction représente une menace pour la paix, tout comme le trafic illicite de biens culturels dont le développement est souvent le corollaire des temps de crises. En conséquence, nous, chefs d'État, de gouvernement, et leurs représentants, organisations internationales et institutions privées, sommes réunis à Abou Dhabi, Émirats Arabes Unis, pour réaffirmer notre volonté commune de sauvegarder le patrimoine culturel en danger de tous les peuples, contre sa destruction et son trafic illicite.

Nous avons décidé d'unir nos efforts. Nous nous félicitons de l'appel lancé par le Directeur général de l'UNESCO et nous exprimons notre soutien à la coalition mondiale « Unis pour le patrimoine » qui a été lancée pour protéger notre patrimoine commun des destructions et des trafics. Nous accueillons favorablement la Stratégie de renforcement de l'action de l'UNESCO pour la protection de la culture et la promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé. Nous devons veiller au respect des valeurs universelles qui, depuis les Conventions internationales successives de La Haye de 1899, 1907 et 1954 et de ses protocoles de 1954 et 1999, nous imposent de protéger les vies humaines ainsi que les biens culturels en période de conflit armé. Ce processus doit être conduit en étroite liaison avec l'UNESCO, qui œuvre inlassablement depuis 1945 à la préservation du patrimoine, à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels et à la promotion de la culture comme instrument de rapprochement et de dialogue entre les peuples. Aussi, dans un esprit d'universalité et dans le cadre des principes des conventions de l'UNESCO, nous nous engageons à poursuivre deux objectifs ambitieux et pérennes, pour garantir la mobilisation de la communauté internationale en faveur de la sauvegarde du patrimoine. La constitution d'un fonds international pour la protection du patrimoine culturel en péril en période de conflit armé, qui permettrait de financer des actions préventives ou d'urgence, de lutter contre le trafic illicite de biens culturels ainsi que de participer à la restauration de biens culturels endommagés. La création d'un réseau international de refuges pour sauvegarder de manière temporaire les biens culturels mis en péril par les conflits armés ou le terrorisme sur leur territoire, ou, s'ils ne peuvent être en sécurité au niveau national, dans un pays limitrophe, ou en dernier ressort dans un autre pays, en accord avec les lois internationales à la demande des gouvernements concernés, et prenant en compte les caractéristiques nationales et régionales et le contexte des biens culturels à protéger. À l'occasion de cette conférence, nous, chefs d'État et de gouvernement et leurs représentants, organisations internationales et institutions privées, unissons nos efforts en faveur du patrimoine en appuyant l'action internationale destinée à sauvegarder le

patrimoine culturel menacé par les conflits armés ou le terrorisme. Une conférence de suivi, organisée en 2017, permettra notamment d'évaluer la mise en œuvre des initiatives lancées à Abou Dhabi et des premiers projets financés par le fonds international. Nous reconnaissons le rôle éminent des Nations Unies et des institutions qui en relèvent, en particulier l'UNESCO, qui est la seule institution des Nations Unies ayant pour mandat de protéger la culture. Nous appelons le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour solliciter son appui à la réalisation de nos objectifs, en plein accord avec la Charte des Nations Unies. »

Le 18 mars, l'association Revivre a organisé à l'IMA une table ronde intitulée **Comment demain faire revivre la Syrie**, sous le parrainage de Jack Lang, président de l'IMA, et animée par Isabelle Hausser, écrivaine.

Différents thèmes furent abordés successivement:

le processus démocratique et les enjeux constitutionnels, par Salam Kawakibi, chercheur en sciences politiques et directeur de l'Arab Reform Initiative ; **la justice transitionnelle**, par Joël Hubrecht, responsable du programme justice pénale internationale et justice transitionnelle ; **comment aider les victimes à (re) vivre après la torture**, par Omar Guerrero, psychologue clinicien au centre de soins Primo Levi ; **le défi de la remise à niveau des structures médicales**, par le Dr Ziad Alissa, président de l'UOSSM France; **faire revivre le patrimoine culturel : enjeux matériels et immatériels pour la Syrie**, par Sophie Cluzan, archéologue, spécialiste de l'Orient ancien, et conservateur au Musée du Louvre.

Le 11 avril, un colloque fut organisé au Centre spirituel et culturel orthodoxe russe, à l'initiative des députés Th. Mariani et N. Dhuicq, sur le thème **La Syrie : un drame qui ne peut durer**.

Le colloque s'articulait en trois tables rondes : la première avait pour thème une guerre contre le peuple syrien ; la deuxième une guerre et ses multiples facettes ; la troisième était consacrée aux perspectives d'avenir.

1. **B. Blanchard**, directeur général de SOS-chrétiens d'Orient, évoqua les bombardements, les coupures d'eau, d'électricité ... la grande fatigue du peuple syrien, privé de soutien moral. **Hala**

Chawi, de l'association Al Karma, évoqua les sanctions qui frappaient le peuple (médicaments, denrées alimentaires ...) et qui ont outrepassé toutes limites ; l'émigration et les attentats sont les conséquences de ces sanctions. **Gérard Bapt**, député de Haute-Garonne et président du groupe AFS de l'Assemblée Nationale, dressa un bilan de la situation à Alep, souligna le rôle important joué par le Croissant Rouge et évoqua sa lettre adressée à F. Mogherini demandant la levée de l'embargo. **Marc Fromayer**, de l'association AED (Aide à l'église en détresse) évoqua la situation des minorités (Druzes, Yezidis, Alaouites, Chrétiens, Alévis, Chiites en Syrie, Sunnites en Iraq) et l'émigration des chrétiens, mettant l'accent sur le principal ennemi, l'islamofascisme.

2. **C. Galacteros** (dont le texte est publié dans ce numéro) mit l'accent sur la nécessité d'une cohérence des politiques étrangères en Syrie. **A. Del Valle**, professeur à l'IPAG de Paris, traita de l'islamisme radical et du rôle de la Turquie. Cette dernière, en pleine révolution, rompt actuellement avec la politique d'Atatürk, prônant un néo-califat, rival d'Al-Bagdadi, sous l'impulsion de son président Erdogan, véritable animal politique, intelligent, animé par une haine pour tout ce qui est Européen, chrétien ou grec. Depuis 2007/8, il réislamise le pays, voulant refonder l'empire ottoman qui s'étendrait sur l'Europe de l'est. En Syrie, il soutiendrait les milices ouïgours, utilisant un vocabulaire semblable à celui de Daech. **Fr. Pons**, journaliste, auteur d'une biographie de Poutine, présenta une analyse de la position russe en Syrie, insistant sur la continuité de la politique visant à maintenir son accès aux mers chaudes (surveillance des oléoducs et des poches de gaz et de pétrole en Méditerranée orientale). Le jeu de la Russie en Syrie consiste à défendre ses intérêts.

3. **Ayman Soussan**, vice-ministre des Affaires Etrangères de la République Arabe Syrienne, traita des perspectives d'avenir de son pays.

Le 19 mai, s'est tenue à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, Palais de l'Institut, une journée d'études consacrée à : **Les archives au secours des temples détruits de Palmyre**, avec les communications suivantes :

Pierre Gros, membre de l'Académie : « Introduction »
Patrick Michel, maître-assistant à l'Université de

Genève : « Le sanctuaire de Baalshamîn à Palmyre dans les archives de Paul Collart à l'Université de Lausanne »

François Quantin, directeur de l'Institut de recherche sur l'architecture antique (IRAA, CNRS): « Archives, architecture et archéologie »

Sophie Binninger, archéologue associée à l'IRAA: « Le temple de Bel à Palmyre. Les archives produites par Robert Amy »

Christiane Delplace, Jacqueline Dentzer-Feydy, directrices de recherche au CNRS : « Topographie culturelle et urbanisation à Palmyre »

Pierre Ducrey, membre de l'Académie : « Paul Collart de Philippes à Palmyre »

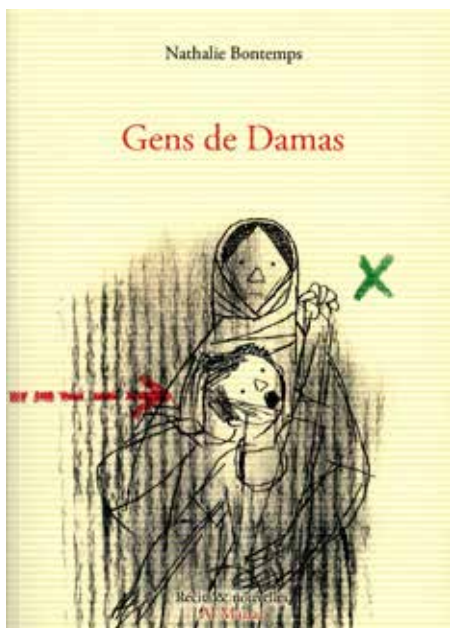
Pierre Gros, membre de l'Académie : « Les choix formels et ornementaux des concepteurs du temple de Bel : une relecture à partir des recherches récentes ». Un compte rendu en a été donné dans la Lettre d'information n° 158 - juin 2017, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (Actes publiés en octobre 2017).



Le 13 juin 2017, dans les locaux de la Maison de l'Architecture (Chapelle des Récollets), à Paris, furent remis les prix et récompenses de l'**Académie d'Architecture**. Parmi ceux-ci, nous signalerons la remise de la **Médaille de l'Archéologie** à **Manar Hammad**, architecte DPLG diplômé en 1972, docteur en sémiotique en 1976, auteur, notamment, de deux livres sur Palmyre, et fondateur du Dar Hammad, antenne alépine de l'Institut Français du Proche-Orient. Il est heureux que notre ami ait été reconnu par ses pairs, après une longue carrière de chercheur et d'enseignant particulièrement féconde.

livres

Nathalie Bontemps, *Gens de Damas*, Récits et Nouvelles, Al Manar, 2016.



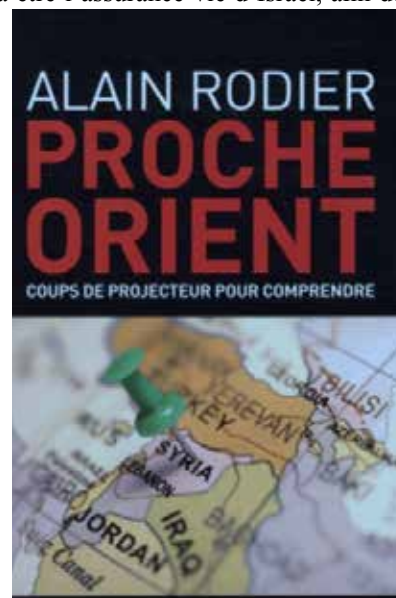
Ces récits, écrits entre 2005 et 2011, se regroupent sous les noms de différents quartiers de Damas : la banlieue de Jaramana, le camp palestinien de Yarmouk, le quartier kurde de Rukn el-

Dine, le quartier de Mouhajerine, la banlieue autour du mausolée chiite de Sayda Zeynab, la vieille ville à l'intérieur des remparts; autant de brefs récits mettant en évidence la variété des origines en différentes strates des arrivées successives. Le début du mouvement de 2011 est évoqué sous le titre «Vendredi matin» (2011-2012), également par petites touches. Le livre s'arrête sur 2013, bien que l'auteur ait quitté la Syrie fin 2011, à son plus grand regret. Elle y était arrivée fin 2003 et y avait ainsi passé huit ans, assistant à la transformation de la ville et surtout de ses quartiers périphériques.

Alain Rodier, *Proche-Orient, coups de projecteur pour comprendre*, Balland Documents, 2017.

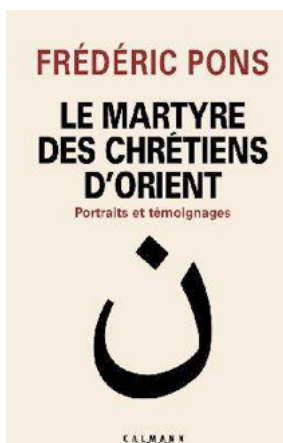
Ce livre de chroniques concerne le suivi de la situation sécuritaire au Proche-Orient en général et en Syrie en particulier. Il permet d'éclairer le lecteur sur une situation complexe que les médias ont du mal à percevoir dans sa globalité : la guerre civile syrienne n'est que la partie émergée de luttes qui opposent les chiïtes aux sunnites et ces derniers entre eux. La solution est d'abord doctrinale mais elle concerne les musulmans. Le monde est agressé par deux organisations salafistes-djihadistes que sont Al-

Qaida « canal historique » et sa progéniture répudiée : Daech. La partie la plus visible se déroule actuellement en Syrie et en Irak mais aussi ailleurs dans le monde comme en Afghanistan, au Sahel, en Egypte, en Extrême-Orient, dans le Caucase etc. Les actes terroristes qui ont lieu en Occident ne sont que des répliques à ce séisme qui bouleverse le monde musulman opposant les chiïtes aux sunnites. Et, à l'intérieur de ce dernier camp, les partisans de la révolution islamique prônent le renversement de tous les pouvoirs musulmans en place car considérés comme « corrompus ». Il ne s'agit donc absolument pas d'une guerre de civilisations même si les puissances extérieures à l'islam interviennent dans cet imbroglio, mais en état de « légitime défense ». Pour compliquer la donne, des problèmes annexes viennent se greffer à cette situation comme ceux des Kurdes, des Turcs, des volontaires étrangers, des migrants, de l'emploi des armes chimiques et les démonstrations de puissance dans un but d'influence. Si Washington tente de se désengager du Proche-Orient tout en continuant à être l'assurance-vie d'Israël, afin de se redéployer dans la zone Pacifique jugée comme vitale pour les Etats-Unis pour le siècle à venir, la Russie souhaite de son côté revenir dans la région. Moscou la considère comme une base avancée de sa défense dirigée contre l'islam radical qui pourrait menacer la Russie au coeur via le Caucase.



Frédéric Pons, *Le martyre des chrétiens d'Orient*, Ed. Calmann-Lévy, 2017.

Le calvaire des chrétiens d'Orient est le premier génocide du 21e siècle. C'est ce que confirme ce document-choc, nourri de témoignages et de récits, fruit de nombreux reportages menés en Syrie et en Irak. Daech et les autres groupes islamistes veulent éradiquer toutes les minorités



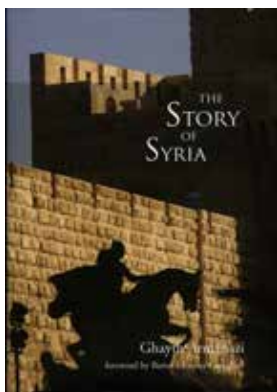
religieuses d'Orient au nom de leur islam radical. Certains États les soutiennent. D'autres ferment les yeux. Les chrétiens en sont les premières victimes. Frédéric Pons les a rencontrés: laïcs ou religieux, riches ou pauvres, ils racontent leur foi, leurs souffrances, leurs désillusions. Ils attendent un soutien mais tout ce qu'ils obtiennent sont des discours. Ils découvrent la naïveté, l'incrédulité, parfois même une certaine complaisance

avec leurs bourreaux. Dans leur détresse, ils veulent alerter l'Occident : « Ouvrez les yeux! »

Ce livre noir de la persécution leur donne la parole.

Ghayth Armanazi, *The Story of Syria*, Gilgamesh-publishing.co.uk, 2017.

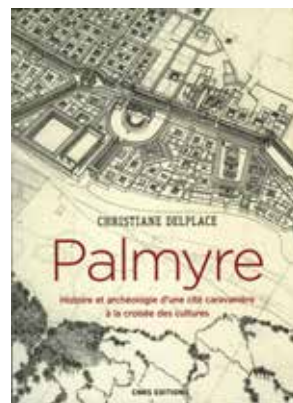
Nouvelle histoire de la Syrie contemporaine par un chercheur ancien diplomate anglo-syrien qui a connu l'évolution politique du pays de l'intérieur, étant lui-même fils du premier ambassadeur de la Syrie indépendante à Londres, Najib Armanazi. La partie la plus intéressante sur le plan historique est le tableau qu'il dresse des mouvements politiques précédant et suivant l'indépendance de son pays d'origine.



Christiane Delplace, *Palmyre. Histoire et archéologie d'une cité caravanière à la croisée des cultures*, Paris, cnrs-éditions, 2017.

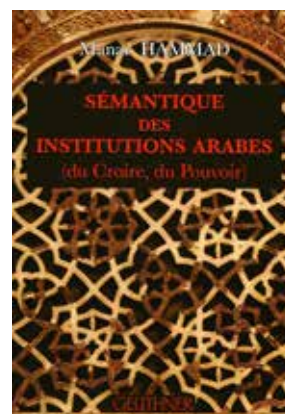
Photographies et plans à l'appui, elle nous entraîne donc au coeur de la cité, décrivant ses monuments avec une précision émouvante lorsqu'il s'agit du temple de

Bel, du temple de Baalshamin et de l'arc monumental, réduits à néant par la folie des hommes. Derrière la parure monumentale, elle fait revivre l'histoire politique, économique et sociale de cette cité à la culture tribale, attachée à ses dieux traditionnels, qui fit fortune dans le grand commerce caravanier avec une précision émouvante lorsqu'il s'agit du temple de Bel, du temple de Baalshamin et de l'arc monumental, réduits à néant par la folie des hommes. Derrière la parure monumentale, elle fait revivre l'histoire politique, économique et sociale de cette cité à la culture tribale,... entre l'Occident et la Mésopotamie. Perpétuer la grandeur de Palmyre, ne serait-ce que sur le papier, est un acte de résistance (Estelle. Villeneuve, Le Monde de la Bible, n° 221, juin-août 2017).



Manar Hammad, *Sémantique des institutions arabes (du Croire, du Pouvoir)*, Geuthner, 2017.

Le livre s'ouvre sur une analyse du terme «croire» et de la classe sémantique dont il relève. C'est dans le Coran, noyau théologique et juridique des institutions durant plus d'un millénaire, que l'auteur trouve le corpus linguistique à partir duquel il mène son enquête ... Il ne s'agit pas d'une étude d'ethno-linguistique, ni de linguistique comparée, mais plutôt d'une archéo-linguistique à visée pour ainsi dire phénoménologique (Roshdi Rashed).



Note d'information : En septembre 2017, le Directeur Général des Antiquités et des Musées, le prof. dr. Maamoun Abdelkarim a quitté ses fonctions pour réintégrer son poste de professeur d'archéologie à l'Université de Damas. Il a été remplacé à la tête de la DGAM par le dr. Mahmoud Hammoud.

Nous tenons à exprimer au prof. M. Abdelkarim tous nos remerciements pour le travail remarquable de sauvegarde du patrimoine syrien qu'il a poursuivi au cours des cinq ans de son mandat. Un très grand Directeur Général.